

Rapport d'activité FSU Moselle

Ce rapport d'activité départemental de la FSU couvre la période écoulée entre le dernier congrès (février 2007) et cette dernière rentrée scolaire (septembre 2009) marquant la préparation du congrès national de Lille (février 2010).

Le détail exhaustif de l'activité menée en Moselle couvrirait une place qui excède nos possibilités. Sont donc reprises ici seulement les grandes lignes de notre travail.

Ce rappel doit permettre aux syndiqués d'évaluer cette activité, par rapport aux principales orientations qu'ils avaient approuvées pour l'élection des instances délibératives départementales et par rapport au contexte dans lequel elles ont été mises en œuvre.

Introduction :

Depuis le dernier congrès départemental de la FSU, nous sommes confrontés à un changement de contexte politique depuis l'élection de N Sarkozy à la présidence. Les réformes accentuant la casse des services publics, des solidarités et des acquis sociaux se sont succédées. Cela se traduit aussi dans le champ qui concerne la fédération, par la RGPP qui s'installe progressivement dans les services publics. En Lorraine comme en Moselle le dogme du moins d'Etat et de la suppression de postes de fonctionnaires et d'établissements se traduit par une dégradation des conditions de travail et un affaiblissement des missions.

Quant au contexte économique et social, les effets de la crise financière et économique déclenchée à l'automne 2008 sont connus de tous : le chômage a augmenté et il est probable que cela va se poursuivre dans les prochains mois. (Voir page 2 : Le tableau de bord de l'économie lorraine). De janvier à août 2009, plus de 12 000 emplois dont plus de 9 000 pour le seul département de la Moselle ont été détruits !

Partie I : LA « REFORME » DE L'ETAT ET DE LA FONCTION PUBLIQUE EN MOSELLE.

Tous les personnels ont été confrontés au cours de ces trois dernières années à la volonté constante du pouvoir exécutif de casser les services publics. La FSU et ses syndicats nationaux ont cherché à organiser la riposte nécessaire.

La bagarre contre la Réforme Générale des Politiques Publiques.(RGPP)

La FSU s'est pleinement inscrite, localement, dans la bagarre menée contre la RGPP, (révision générale des politiques publiques), plus grand plan social jamais organisé et véritable machine de guerre destinée à démanteler les services publics et le statut de la Fonction Publique.

Elle a pris toute sa part dans la création du collectif intersyndical anti-RGPP essentiellement constitué de militants syndicaux de la FSU, de la CGT, de Solidaires, de l'UNSA Jeunesse et Sports et, tout au moins au début, de la CFDT de l'Equipement.

Ce collectif a été à l'origine de plusieurs initiatives : rassemblement régional devant la préfecture le 1^{er} décembre 2008, nouveau rassemblement devant la préfecture lors de la venue de Santini, secrétaire d'Etat, le 21 avril 2009, réalisation d'un bulletin explicatif à destination du grand public, largement distribué dans les rues de Metz et envoyé à tous les maires de Moselle, saisine des députés de Moselle au sujet du projet de loi sur la mobilité des fonctionnaires. Il vise à sensibiliser le public aux lourdes menaces que fait peser la RGPP sur l'avenir des services publics et de la Fonction Publique (manif contre le démantèlement de la poste le 22 septembre, rassemblement du 7 octobre) .

Les personnels administratifs face la réforme de l'Etat.

Les personnels administratifs ont en effet "subi" au cours de ces trois dernières années:

- 1) des suppressions de postes, essentiellement de catégorie C (Adjoints Administratifs) au nom de la Stratégie Ministérielle de Réforme et à partir de 2007, de la RGPP.
D'autres suppressions sont annoncées pour 2010 et 2011.
- 2) une "anémie" des IA (cf les chiffres des pertes de postes) par transfert de nombreuses missions sur le Rectorat
- 3) un mouvement de regroupement des Agences Comptables de grande ampleur et qui va se poursuivre avec le Schéma Académique de Regroupement des AC pour la période 2009 2012
- 4) une gestion individualisée - au mérite - des carrières avec l'entretien professionnel" et un nouveau régime indemnitaire - la "Prime de Fonctions et de Résultats" - qui en s'ajoutant au salaire indiciaire en quasi blocage crée de fait la "rémunération trinôme" complètement individualisée.
- 5) le recours grandissant à la précarité, avec la substitution progressive des vacataires aux contractuels
- 6) un nombre grandissant de collègues en "souffrance au travail" en raison des surcharges de travail, des restructurations permanentes dans les services et établissements, de la mise en concurrence généralisée des collègues avec les primes au mérite. Les personnels administratifs ont engagé des luttes contre ces mesures de régression en 2006 et 2008 : ils ont contraint le Ministère à retirer le dispositif de "notation - évaluation" et l'Autorité rectorale à mutualiser quelques missions académiques pour préserver les IA.

En 2009, les personnels précaires ont fait de la FSU le premier des syndicats académiques aux élections pour la désignation des représentants aux Commissions Consultatives Régionales. L'Administration Scolaire a été et reste le terrain privilégié d'expérimentation de la RGPP et de la gestion individualisée des carrières.

La lutte contre l'emploi précaire dans la fonction publique : l'exemple des emplois de vie scolaire.

Les EVS sont entrés dans les écoles depuis 3 ans. Ils ont montré le besoin de la création de vrais emplois statutaires et stables. Les actions pour ces personnels ont été nombreuses en Moselle à l'initiative pour beaucoup de la FSU: réunions d'information syndicale spécifique, rassemblement devant l'IA, rencontres de députés, rassemblement académique devant le rectorat, audience au recteur, au

directeur du Pôle emploi. La mobilisation continue car bout de trois ans, les EVS du début se sont retrouvés sans emploi, et l'on a recruté avec de nouveaux précaires à la rentrée.

Les personnels TOS et la décentralisation en Moselle : la FSU présente partout.

La décentralisation avec son transfert des personnels TOS aux collectivités territoriales a quelque peu modifié le fonctionnement de des syndicats nationaux comme l'UNATOS-FSU par exemple. Alors que nous étions construits sur un modèle académique, la décentralisation nous a imposé un fonctionnement régional pour les agents des lycées et départemental pour les agents des collèges tout en conservant l'entité académique pour les personnels de laboratoire ainsi que les agents des services académiques qui demeurent fonctionnaires d'Etat.

Depuis le dernier congrès FSU, nous avons fait face à un calendrier électoral lourd tant du côté de l'Etat que des collectivités.

Du côté des élections paritaires de l'Etat en mars 2008, l'UNATOS par exemple a maintenu sa 2^e position chez les TOS des services académiques et ceux en position de détachement avec plus de 26% des voix au niveau académique.

Pour les personnels de laboratoire, l'UNATOS a recueilli plus de 17% des suffrages, maintenant sa 2^e position avec 4 listes en présence.

La FSU avec la section de l'UNATOS Moselle a obtenu au sein du Conseil Général de la Moselle un élu dans chaque instance (CTP, CHS, CAP C) en Novembre 2008. Avec plus de 11% des voix sur un électorat composé essentiellement des TOS des collèges mosellans qui représentent à peine 30% des électeurs de la collectivité, l'UNATOS a réussi son entrée.

Pour les agents des lycées, une première élection en 2006 a fait reconnaître la FSU avec 18% des voix auprès du Conseil Régional de Lorraine. Les élections de Novembre 2008 n'ont pas permis à la FSU d'améliorer ses résultats au Conseil Régional, nous maintenant 3^e organisation derrière FO et CGT. Les syndicats de la FSU concernés par ces élections (UNATOS, SNETAP, SNAC), avec leurs difficultés et leur culture différente n'a pas permis un travail optimum visant à améliorer les résultats de la FSU en Lorraine.

La FSU est présente partout pour défendre les personnels qu'elle représente, tant à l'Etat que dans les collectivités territoriales.

Le transfert des TOS a considérablement multiplié les tâches des militants, séparant par exemple les agents des collèges de ceux des lycées, isolant les personnels de laboratoire.

PARTIE II: LE SYSTEME EDUCATIF EN MOSELLE.

Au-delà de la participation de la FSU 57 aux actions de grèves, de manifestations ou autres initiatives nationales, certains champs d'intervention nous ont particulièrement mobilisés dans le département.

Dans le premier degré

La carte scolaire pour les écoles.

La carte scolaire est un terrain d'action continue : en 2006 et 2007 lors du CTP de rentrée, pique nique revendicatif, palmes de l'éducation, campagne d'affichage. Nous avons utilisé tous les moyens dont nous disposions pour alerter sur la situation de la Moselle. Elle figure au hit parade des fermetures de postes : pétitions, adresses aux élus, à l'IA, au Recteur, rassemblement, départ des instances paritaires (CTP rentrée 2007) , une initiative dans le secteur rural de Château Salins, réunion publique "veillées d'écoles", rencontre débat avec parents, enseignants, ... LA FSU a soutenu le SNUipp dans sa campagne intersyndicale sur les effectifs. Insistons sur la durée de l'unité syndicale et associative avec les fédérations de parents d'élèves pour un service public d'éducation de qualité garant de la réussite de tous.

Les frais de déplacements.

La question des déplacements a été l'objet d'une pétition départementale en 2006 et 2007 " on roule pour l'école", pour la revalorisation de l'ISSR, de frais de déplacement pour tous les collègues itinérants (Rased , conseillers péda , ..) , le versement de l'ISSR pour tous les collègues sur postes fractionnés. Assemblées générales et stages syndicaux ont soutenu cette initiative.

Le choix de la LV.

La FSU a conduit une action en lien avec la FCPE contre la décision de l'IA de Moselle de ne plus ouvrir les classes bilingues 6^{ème} qu'aux seuls élèves germanistes, qui a entraîné un recul de l'IA.

Le second degré a du faire face aux suppressions de postes, au schéma départemental des collèges imposé par le Conseil général de la Moselle, à la mise en place des Réseaux Ambition Réussite, à l'annonce de la réforme Darcos des lycées.

Au cours de la période 2006-2009, la destruction des emplois dans l'Éducation nationale s'est poursuivie..

Elle a encore aggravé les conditions de travail des personnels sommés d'accepter les heures supplémentaires et de se partager entre plusieurs établissements. Elle a aussi augmenté le nombre de précaires qui subissent en plein compléments de service et bas salaires. La disparition des MI-SE et leur remplacement par des AED a provoqué pour ces personnels une charge de travail accrue et la dégradation de la possibilité de cumuler étude/formation et activité salariée.

Alors que la baisse du nombre d'élèves dans les collèges de Moselle aurait dû permettre, l'amélioration des conditions d'études et de réussite des collégiens mosellans, les classes continuent à être surchargées notamment en sixième et en seconde.

Le réseau des collèges

L'assouplissement de la carte scolaire a entraîné la fragilisation de bon nombre d'établissements réputés plus difficiles par les élèves et leurs familles. Alors qu'il avait été promis que les établissements les plus « évités » conserveraient des moyens leur permettant de redevenir « attractifs », les flux d'élèves ont été le plus souvent utilisés pour supprimer des postes et faire des économies. Résultat : une mixité sociale malmenée et des établissements où les équipes éducatives voient compromis leurs efforts pour offrir à chacun les

conditions de la réussite. Les militants de la FSU interviennent dans les CA des établissements et dans les CTP pour que chaque établissement ait les moyens de fonctionner.

Dans ce contexte, la refonte du schéma départemental des collèges de la Moselle par le Conseil Général, malgré l'annonce d'investissements importants, apparaît à tous comme incohérent : proposant, à Metz, la fermeture du collège Schuman que rien ne justifie et décrétant ailleurs la fusion « pédagogique et administrative » d'établissements dont les équipes n'ont même pas été consultées ! Engagée dès le départ dans la lutte pour le maintien de tous les collèges publics de l'agglomération messine, la FSU continue à refuser l'idée d'une fermeture du collège Schuman et soutient les recours qui ont été déposés devant la justice administrative. Pour ce qui concerne les fusions programmées et imposées par le Conseil Général, la FSU les a contestées et doute qu'elles soient l'occasion d'une amélioration des conditions d'études et de réussite des élèves et pour qu'elles n'entraînent pas une dégradation des conditions de travail des personnels. Les fusions ne peuvent pas être un premier pas vers des fermetures qui ne diraient pas leur nom.

L'Education prioritaire : Une illustration de notre action auprès des collèges Réseaux Ambition Réussite.

La FSU s'est rendue, dès leur mise en place, dans les collèges labellisés, sans la moindre concertation préalable, ambition réussite de Moselle, et a pu suivre leurs évolutions.

Quand n'existent pas une équipe stable, une direction à l'écoute des personnels, les tensions ressenties par les collègues sont exacerbées, s'accompagnant de mauvaises conditions de travail engendrant un sentiment de malaise, de désordre, de lassitude, voire de grand découragement.

Quel est l'avenir de l'éducation prioritaire dans ce contexte ? La FSU Moselle continuera de suivre ce dossier.

La réforme du lycée : débattre et mobiliser.

Le début d'année scolaire 2008-2009 a été marqué par le projet gouvernemental de réforme du lycée. Face à cette réforme, motivée essentiellement par l'objectif d'économies budgétaires, la FSU a fait le choix d'intervenir dans le plus grand nombre possible de lycées du département pour y porter le débat et confronter ses analyses aux attentes de la profession. Ces réunions ont montré que la FSU était bien en phase avec la profession et que, si une réforme du lycée est bien souhaitable, les projets de gouvernement n'étaient pas acceptables. La FSU peut se féliciter de voir certaines de ses revendications, notamment pour ce qui concerne la voie technologique, être prises en compte.

La formation des maîtres qui concerne tous les personnels enseignants : notre action en Moselle et auprès de l'IUFM de Lorraine.

L'année 2009 a vu une grande mobilisation dans les IUFM contre les régressions dans la formation des enseignants et la réforme des concours, la mastérisation.

La mobilisation des jeunes étudiants et stagiaires de l'IUFM de Moselle a été importante : opération escargot, cours en plein air à Metz, veillée contestataire avec occupation d'une nuit de l'IUFM de Montigny, Assemblée Générales. Ces actions ont permis d'empêcher la mise en place de ces réformes. Des décisions importantes vont encore se prendre cette année (place du concours, stages en responsabilité rémunérés, entrée dans le métier). Le congrès de la FSU 57 en débattrà.

Au cours des trois dernières années, les IUFM et la formation des maîtres ont vécu de nombreux changements importants. Face à ces nombreux projets (intégration, cahier des charges de la formation des maîtres, masterisation...), la FSU s'est attachée à réunir universitaires, formateurs, étudiants et professeurs-stagiaires pour mener le débat et défendre une formation des maîtres de qualité.

Le choix de l'intégration de l'IUFM de Lorraine à l'Université Nancy I a été fait sans que ne soit discuté en quoi cette intégration pourrait constituer un plus pour les étudiants et professeurs-stagiaires. Cette intégration a entraîné un recul de la démocratie au sein de l'IUFM avec une représentation moins large des représentants des personnels et des usagers de la formation et une chute de la participation aux élections au Conseil d'École (proche de 21% en 2006, moins de 8% en 2008 !)

La FSU reste la première fédération à l'IUFM en recueillant 47,7% des suffrages exprimés et 8 des 20 sièges au Conseil d'École mis au vote. Elle a œuvré pour construire une véritable représentation fédérale au sein du Conseil d'École. La section de Moselle a joué un rôle important à cet égard.

L'enseignement supérieur : la lutte contre la LRU / action à l'ENIM.

La FSU a pris toute sa place à la mobilisation contre la LRU, ainsi qu'au mouvement de protestation contre la remise en cause du statut des enseignants-chercheurs. Sur le dossier de la masterisation, la recherche d'une position commune a été plus difficile.

La FSU a organisé le blocage de la réunion à Nancy des CA des quatre universités lorraines, qui devait discuter de la mise en place de la future Université de Lorraine. Cette action visait à dénoncer la cécité des présidents d'universités qui s'engageaient dans ce processus dans la plus grande opacité, tout en ignorant ce qui se passait dans les universités.

Répression syndicale, pressions diverses (assignations en justice de personnels, collègues mis en sous-service, stratégie de manipulations, de caporalisation) dysfonctionnements graves, détérioration du climat à l'École Nationale d'Ingénieurs de METZ, ont conduit la FSU, à appeler, dans un cadre intersyndical, à une journée de grève en novembre 2008-Cela a permis de faire connaître la réalité.

Les élections professionnelles dans l'Education Nationale : la FSU toujours première force syndicale dans l'EN en Moselle.

Les résultats pour la Moselle sont contrastés. Poursuite de la progression dans le premier degré en Moselle et le recul relatif dans le second degré, avec cependant une première place nettement maintenue, ont provoqué une réduction de la représentativité de la FSU MOSELLE au sein des instances départementales. Cette situation doit retenir toute notre attention et nos efforts à l'avenir.

Partie III : Droits et Libertés.

Les droits et libertés représentent un domaine, où la FSU et ses militants essaient d'intervenir. Avec l'actuel président et gouvernement, les attaques ont été nombreuses et les situations à défendre se sont multipliées : la défense des associations complémentaires de l'Ecole, les enfants dont les familles sont sans – papiers, la laïcité.

Associations complémentaires de l'Ecole.

La FSU a soutenu l'action des associations complémentaires de l'école dans leur lutte contre le retrait des moyens mis à disposition et l'absence de garanties concernant leurs subventions. Elle était à leurs côtés, dans la rue, dans les instances paritaires, en diffusant pétitions et motions.

Pour la défense des enfants et des familles sans papier.

Nous avons une responsabilité particulière en raison de l'existence d'un centre de rétention à Metz. La FSU s'est engagée dans l'action avec les associations du RESF et développe actuellement une campagne d'information pour appeler à la vigilance et à la mobilisation. La FSU MOSELLE a apporté une aide militante (présence pour le tractage sur le marché de Metz) et matérielle (impressions des tracts) aux actions multiples et nécessaires de RESF à Metz et en Moselle. Elle a pris des initiatives propres (stages, articles, site internet ...) pour augmenter encore la présence des militants et adhérents.

Pour la défense de la laïcité.

La laïcité au cours de ces trois dernières années a subi les multiples attaques et provocations de N Sarkozy. La FSU MOSELLE a réagi en utilisant son bulletin syndical pour faire un point régulier sur cette question et a cherché à prendre des initiatives avec les autres forces laïques en Moselle, sans toujours être suivie. Concernant le statut scolaire local et les problèmes qui s'y rattachent, elle a poursuivi sa collaboration avec nos camarades alsaciens des sections FSU et de l'association strasbourgeoise « Laïcité d'accord » (échange d'information, conférence de presse ...). La FSU Moselle continuera d'agir sur ce terrain et de promouvoir nos mandats, qui, avec l'appui des alsaciens sont devenus ceux de la FSU nationale.

Partie IV : La vie fédérale et les relations interprofessionnelles.

La section de la FSU Moselle se caractérise par une présence en Moselle de la plupart des syndicats nationaux de la FSU. Ces derniers comme le SNE, le SNUTEF ou le SNUAS FP ont une activité et une représentativité réelle sur leur secteur. Les liens avec la FSU par l'organisation de réunions dans les locaux de la fédération ou par la présence aux instances de la FSU existent mais il conviendrait de les renforcer et dynamiser.

La FSU Moselle avec ses syndicats nationaux cherche dans son fonctionnement quotidien à organiser la défense individuelle et collective des personnels. La section fédérale des retraités s'est mise en place après le Congrès de Marseille. La FSU MOSELLE développe un travail militant important au sein de la FSU LORRAINE. Elle est très présente au niveau intersyndical, dans l'Education Nationale, la Fonction Publique et l'interprofessionnel.

Le fonctionnement de la fédération.

A l'interne notre action a consisté à :

- permettre la participation de toutes les composantes de la FSU à la réflexion et au travail syndical ;
- réunir régulièrement les instances délibératives (Bureau, Conseil Départemental) et exécutives (Secrétariat). La participation du plus grand nombre n'est pas toujours facile compte tenu des calendriers chargés des syndicats et des charges de travail des militants. Nous devons encore progresser ;
- aider à l'activité des syndicats en développement ou à faible effectif.
- apporter le soutien et la dimension fédérale à l'action de tous les syndicats lorsqu'ils les ont sollicités;
- coordonner les initiatives des syndicats FSU sur un secteur ou un dossier particulier comme celui de la RGPP;
- apporter notre contribution au fonctionnement, aux débats et à l'activité de la section régionale de la FSU. La FSU Moselle y a assuré une participation importante et régulière ;
- intervenir en tant que fédération dans les conflits locaux dans le cadre de la défense des personnels, ou en soutien de mouvements locaux comme dans la bataille contre la fermeture du collège SCHUMAN de METZ.

Avec des moyens limités, la FSU Moselle adresse 4 bulletins fédéraux par an à tous ses adhérents. Elle organise chaque année des stages syndicaux ouverts à tous, portant à la fois sur l'activité syndicale au quotidien, comme dans les Conseils d'Administration et sur des thèmes d'actualité comme les Réseaux Ambitions Réussite ou les retraites. Elle essaie enfin d'utiliser son site Internet comme outil de communication. Il y aurait dans le domaine de la communication une véritable réflexion à mener d'ailleurs pour être meilleurs encore.

La section fédérale des retraités.

Impulsés par les retraités du CDFD, les retraités FSU de Moselle, se sont constitués en **Section Fédérale des Retraités**. Les actions ont été très diverses :

d'une part des actions plus spécifiquement retraités : des rassemblements unitaires des retraités de Moselle (avec essentiellement la CFDT, la CGT, la CGC, la FSU, la FGR ...) avec délégations en Préfecture, au Conseil Général et aussi auprès des élus, ceci, au moins chaque année en octobre, le point culminant étant la manifestation interrégionale du 16 octobre 2008, où nous étions 3 à 4000 dans les rues de NANCY; mais aussi, le 6 mars 2008 qui a permis de donner un coup de pouce à nos pensions, une contribution à la création de la **Section Fédérale des Retraités FSU** de la région lorraine, une participation au travail de la FGR-FP au sein de sa Commission Exécutive et à celui du **CO**mité **DE**partemental des **R**etraités et **P**ersonnes **A**gées (CODERPA) de sur le schéma

gérontologique qui sera adopté par le Conseil Général de Moselle; nous renouvelerons la demande de la FSU de participer es-qualité à ce CODERPA, comme c'est le cas dans d'autres départements,

d' autre part, une participation des retraités aux luttes des actifs.

La FSU MOSELLE et la FSU LORRAINE.

Les militants de la FSU MOSELLE sont fortement engagés dans le fonctionnement de la FSU régionale. Six des huit membres de l'exécutif sont mosellans. La FSU Moselle et ses syndicats nationaux ont apporté une aide matérielle (impression, enveloppes) à la réussite des élections non titulaires qui se sont déroulées tout au long de l'année scolaire dernière et qui ont été portées par la FSU LORRAINE et ses syndicats nationaux. La section régionale, héritière de la coordination régionale, à la suite du congrès de Marseille a joué un rôle moteur à l'occasion des élections des personnels au Conseil Régional de Lorraine de novembre 2008, a organisé une journée de stage et un 4 pages portant sur la Révision Générale des Politiques Publiques diffusé dans le numéro de rentrée de la FSU MOSELLE.

Les actions et relations intersyndicales / interprofessionnelles.

La FSU MOSELLE et ses syndicats nationaux ont pris toute leur part pour réussir les actions Education Nationale et Fonction Publique, où la FSU a une légitimité incontestée et incontestable. Elle a organisé les réunions intersyndicales Education Nationale dans le cadre par exemple du collectif « L'Education est notre avenir ». La FSU a eu des réunions à un rythme régulier avec la FCPE. Dans le cadre des dossiers intersyndicaux Fonction Publique, la FSU MOSELLE a soutenu la mise en place du collectif départemental anti-RGPP (cf. RGPP). De même, la FSU a essayé de contribuer à la réussite de la votation citoyenne de la Poste du 3 octobre 2009, L'année 2008-2009 a été marquée par de très importantes journées interprofessionnelles réunissant toutes les organisations syndicales. Au niveau départemental, la FSU a été associée à toutes les réunions de préparation. A ce niveau, la FSU MOSELLE est un partenaire reconnu, quoique parfois contesté par certaines organisations car elle n'est pas une confédération, cela malgré une présence constante dans les actions, à un niveau parfois supérieur à celui auquel parviennent ceux qui nous contestent. La FSU MOSELLE a agi pour maintenir et renforcer l'unité syndicale comme le 1^{er} mai ou le 7 octobre. Nous entendons persévérer sur ce terrain interprofessionnel, en tenant toute notre place, et en recherchant de façon déterminée et systématique l'unité d'action, au-delà des différences entre organisations.

Malgré les difficultés, la section départementale de la FSU MOSELLE a un fonctionnement réel et regroupe un nombre significatif de syndicats, qui développent une activité en lien avec la FSU. Il conviendra d'accentuer la participation collective et les échanges entre tous les syndicats nationaux de la FSU. Notre ambition est d'améliorer notre fonctionnement au bénéfice de tous les syndicats nationaux de la FSU, des syndiqués et de tous les personnels.